causeur.fr
surtout si vous n'êtes pas d'accord

La démocratie selon Barroso

Les souverainistes? De sales vichystes!

Mots-clés : **Jean-Claude Juncker** · **José Manuel Barroso** · **UE** · **Vichy**

Posté par **Jacques Sapir** le 24 Avril 2015 à 11:30 Dans **Économie,Monde,Politique**

Le divorce entre l'élite politique et la population que l'on constate à chaque élection est un fait massif depuis ces dernières années. Il se révèle dans le taux d'abstention, qui a considérablement progressé dans l'ensemble des élections depuis les années 1980. Ce divorce alimente un procès en « populisme » contre des forces, de gauche comme de droite, qui conteste l'offre politique aujourd'hui rejeté par environ un tiers à la moitié des électeurs français. Pourtant, on peut penser que si tant le parti ex-gaulliste que le parti dit socialiste exprimait de véritables alternatives, ce taux d'abstention ne serait pas aussi élevé. Ce divorce trouve son fondement dans le délitement de la souveraineté nationale qui est ressenti par la population. Les Français ont le sentiment, de plus en plus justifié, que leur gouvernement, qu'il soit de l'UMP ou du PS, écoute bien plus ce qui se dit à Bruxelles que ce que veulent les électeurs.

Ce délitement marche de concert avec le délitement de la démocratie. Certes, des élections se tiennent régulièrement en France. Mais, ont-elles encore un pouvoir de changer la politique, voire de changer l'élite dirigeante ? On peut en douter. Par ailleurs, les choix des électeurs ont été bafoués de manière ouverte et explicite lors du référendum sur le projet de traité constitutionnel de 2005. De là date la crise ouverte de la démocratie en France. Les suites de ce référendum constituent un événement marquant, l'équivalent d'un acte fondateur, qui nous a fait entrer dans une nouvelle époque. Cela en dit long sur la notion de la démocratie qui est professée par les principaux responsables européens, et en particulier de M. Jean-Claude Juncker (un multirécidiviste sur ce point qui avait déclaré à la suite de cette élection du 25 janvier « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » ou M.

Moscovici. Ajoutons que les récentes déclarations de M. Schäuble vont parfaitement dans ce sens. On mesure que le mot « démocratie » n'est qu'un slogan sans contenu pour les dirigeants de l'Union européenne.

Il convient alors d'analyser ce discours anti-démocratique, et ses fondements économiques pour tenter de trouver une solution à la crise de la démocratie que l'on observe en France. Au-delà, ce divorce entre le peuple et les élites peut avoir comme solution la séparation radicale entre le peuple et une *certaine* élite. Après tout, Thomas Bottomore n'écrivait-il pas, il y a de cela près de cinquante ans, que l'histoire est un cimetière d'élites ?

Ce délitement de la souveraineté nationale s'est mis en place avec le traité de Maastricht. Il s'est amplifié par petit pas. Victor Hugo le disait déjà, et comme en son temps on peut écrire que l'on «*nous retire petit à petit tout ce que nos quarante ans de révolution nous avaient acquis de droits et de franchises.(…) Le lion n'a pas les mœurs du renard*[1]».

Il est à cet égard intéressant et instructif de lire ce que dit, et sans nul doute ce que pense, l'un des principaux acteurs de l'Union européenne, José-Manuel Barroso dont les talents renardiers sont indiscutables. Le discours qu'il prononça au début du printemps 2014 en Californie, à l'université de Stanford est, à cet égard, parfaitement exemplaire de l'imaginaire du personnage, et avec ce dernier de nombreux parmi les dirigeants européens. On a eu tendance à railler son manque (évident) de charisme. C'est oublier que le charisme n'est une qualité nécessaire que dans un univers où les décisions sont prises par des dirigeants identifiables et (si possible…) élus. Le lion a besoin du charisme, point le renard… Quand la décision est prise par une bureaucratie anonyme, cette qualité s'avère un défaut. Barroso est donc très représentatif et en un sens exemplaire de l'idéologie de l'Union européenne. Au-delà, dans ce discours sont exprimées une série de notion d'une importance toute particulière. Ce discours peut être lu comme un programme et comme un aveux. Un programme, en ceci qu'il décrit le chemin que l'Union Européenne s'est fixé pour les prochaines années. Un aveu parce qu'il décrit, dans des formules explicites mais aussi par des raccourcis implicites et par des métaphores, l'imaginaire d'un fonctionnaire européen. En ce sens, le terne Monsieur Barroso est parfaitement révélateur d'un modèle politique qui est une anti-politique. Il implique la réduction des choix politiques à des choix techniques qui sont supposés être « apolitiques ».

La première idée importante, et qui est exprimée sous l'aspect anodin d'une simple constatation, est celle d'un monde complètement dominé par les différents marchés. La métaphore utilisée n'est pas sans intérêt. C'est celle d'un monde sans aspérité, ce qu'il appelle une « terre plate ». On est donc dans un monde à une seule dimension. C'est en fait l'image même qui est utilisée dans les versions les plus caricaturales de la théorie néoclassique en économie, ou théorie de l'équilibre général. Il est à cet égard assez remarquable de trouver une congruence entre une pensée politique et une théorie économique. L'inquiétant, dans le discours de Barroso, est que cette pensée politique est congruente avec la plus pathologique des théories économiques. Ceci mérite que l'on s'y arrête et que l'on revienne sur l'analyse de la théorie économique qui sert de soubassement à cette vision politique.

Il faut ici rappeler que la Théorie de l'équilibre général, qui reste à la base de la pensée dominante en économie, ne correspond quant à ses fondements à aucun raisonnement scientifique. Elle s'est constituée par un coup de force théorique de la part de Léon Walras à la fin du XIXème siècle, qui postula que l'on pouvait considérer l'économie comme un ensemble

de marchés interdépendants à l'exception de toute autre situation. L'idée est formellement attirante ; légions sont d'ailleurs les économistes qui ont succombé aux charmes formels de cette théorie. Mais elle s'avère incapable de permettre une vision de la réalité. Pour réaliser ce « coup de force », Walras a dû sacrifier la théorie du marché lui-même. Si l'on on cherche une définition du "marché" dans les ouvrages modernes inspirés par sa théorie on n'en trouve aucune. Assurément il existe de nombreuses définitions de ce que le marché est *censé* réaliser. Mais dire ce qu'un système produit ne nous dit pas comment il le fait, ni quelle est sa nature. On est renvoyé à un *mystère* au sens religieux du terme. La nature religieuse de cette pensée économique explique sa constitution en *orthodoxie*, qui voue aux gémonies toute pensée non-conforme.

Le formalisme sans contenu de la pensée de Walras se révèle dans l'hypothèse d'une capacité pour les agents d'attribuer des valeurs monétaires à la totalité de leur environnement. Oscar Wilde remarquait déjà que cela décrit certes le cynique, « l'homme qui connaît le prix de toute chose mais la valeur d'aucune », mais cela n'établit pas de manière réaliste un raisonnement sur lequel on peut se fonder pour construire une théorie.

Juan-Manuel Barroso présente une alternative à la notion de Nation qu'il récuse, et c'est là que se dévoile le fond de sa pensée. L'Europe, définie comme l'Union Européenne, ce qui n'est ni sans conséquences ni sans soulever un certain nombre de questions, est alors présentée comme étant « ni un super-Etat, ni une organisation internationale ». Elle serait, au contraire, un projet « sui-generis », qui résulterait de la libre volonté des Etats de mettre en commun leur souveraineté afin de résoudre des problèmes communs, n'est pas sans soulever d'importantes questions. Barroso sombre ensuite dans l'autosatisfaction, et décerne à l'UE des louanges dont, à regarder les dernières élections européennes, on peut penser qu'elles ne sont pas partagées. L'Europe « ...a été un petit laboratoire de la mondialisation, un incubateur de la coopération internationale et d'une gouvernance à plusieurs niveaux pour plusieurs décennies. Et je suis heureux de dire qu'elle a été une expérimentation très réussie ». Entre un avenir qui se présente comme radieux, et des alternatives lourdes de menaces ; comment ne pas choisir ? Il convient alors de défendre à tout prix le modèle d'ouverture extrême qui caractérise l'UE. A cet égard, une autre citation du même discours est très révélatrice : « Mais, mettre en cause notre modèle de régionalisme ouvert reviendrait à mettre en cause l'existence même de l'Union Européenne ».

Décryptons le discours. L'Union européenne n'est pas un « super-état », bien entendu. Ce simple concept doit faire frémir d'horreur tout Bruxelles, et jeter les habitants du Berlaymont (l'un des bâtiments de la Commission européenne) dans des transes d'effroi. En fait, se situant dans un « entre-deux », Barroso, et avec lui les différents bureaucrates européens, espèrent bien être quitte de l'interrogation en démocratie, désormais récurrente à propos de l'Union européenne. L'UE n'est pas un « super-état » ? Fort bien, on n'a donc pas à faire la démonstration qu'il existe un « peuple européen », ni à mettre ces institutions sous le contrôle d'une souveraineté populaire. Mais l'UE n'est pas, non plus une « organisation internationale ». Ce point est important. Si l'on considère que l'UE est bien une organisation internationale, alors le droit de coordination l'emporte sur le droit de subordination. Les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité des Etats participants, et le contrôle de la souveraineté populaire se recompose, certes de manière indirecte, mais tout à fait réelle. En affirmant péremptoirement que l'UE est un projet « sui generis », Barroso et ses confrères s'exonèrent de tout contrôle

démocratique et enterrent ainsi le principe de souveraineté nationale, mais sans le remplacer par un autre principe. C'est le fait du Prince dans toute sa nudité, certes caché dans une formule dont Jean de La Fontaine apprécierait l'hommage (involontaire) à sa fable de la Chauve-Souris et des Deux Belettes : « *Je suis Oiseau : voyez mes ailes;Vive la gent qui fend les airs !.... Je suis Souris : vivent les Rats;Jupiter confonde les Chats* ».

Cette volonté farouche de faire disparaître du champ politique le principe de la souveraineté ne peut se justifier *que* par une volonté de faire disparaître aussi le principe de démocratie. Mais, ce faisant, on détruit aussi un lien social de la plus grande importance. Dès lors, il ne faut plus s'étonner de ce que la société glisse vers l'anomie, et la guerre de « tous contre tous ». Il n'est donc pas étonnant que l'on se réveille, comme en cet été 2014, avec des fragments de notre société qui ne se pensent plus comme Français avant tout, mais comme musulmans ou juifs, comme « noirs » ou « blancs », bref, cette montée du communautarisme qui ronge aujourd'hui le « vivre-ensemble ».

Il est clair qu'il y a un projet international dans cela. C'est celui des « néo-Conservateurs » américains et de leurs stipendiés français, des Bernard Henri-Lévy aux Kouchner, qui préfèrent de loin classer les individus par catégories ethnico-religieuses et non par leur appartenance à des communautés nationales transcendants justement ces catégories. Mais, il y a surtout une dimension profondément française qui est un mélange de haine de la Nation, de culpabilité rentrée, et de ce passé rance qui nous vient de 1940. Fuyons donc la France disent-ils tous ces beaux esprits, et allons-nous perdre dans cette masse informe qu'est aujourd'hui l'Union européenne, fusse au prix d'un abandon de la démocratie et de la souveraineté.

Pourtant si l'on doit faire des analogies, il est clair que ce sont les tenants de cette haine de l'Etat-Nation qui se révèlent être les plus proches et les plus fidèles imitateurs de la France de Vichy. En fait, ce sont eux qui ont sacrifiés la démocratie à un projet étranger, ce sont eux qui en prétendant « dépasser » la souveraineté en rendent la présence d'autant plus nécessaire. Il y a beaucoup de Vichy dans le discours de M. Barroso, de son successeur (Jean-Claude Juncker), de ses séides et de ses alliés.

Retrouvez cet article sur le blog de Jacques Sapir. [1]

**Photo : Pop H.*

Article imprimé depuis Causeur: **http://www.causeur.fr**

URL de l'article: **http://www.causeur.fr/juncker-barroso-europe-vichy-32504.html**

URL dans cet article:

[1] **Retrouvez cet article sur le blog de Jacques Sapir.**: **http://russeurope.hypotheses.org/3755**

Copyright © 2011 Causeur. All rights reserved.